

La France sous la Vème République

NOTIONS :

Alternance : changement de majorité politique

, **cohabitation**, situation politique où le président de la République appartient à un autre camp politique que son premier ministre

Droite/Gauche ; Répartition des forces politiques en deux camps dont les programmes et les idées s'opposent au moment des élections

Constitution : loi ou ensemble de loi définissant l'organisation des pouvoirs d'un état

Parti politique organisation dont les membres partagent des valeurs et des idées .Le parti a pour objectif de faire élire ses membres dans les différentes instances politiques

La V^oRépublique est né dans un contexte de crise politique : mai 58 , c'est à dire un risque de coup d'état dans le cadre de la guerre d'Algérie C'est le président de la IV^oRépublique René Coty qui demande à De Gaulle de revenir au pouvoir , celui-ci pose ses conditions : changement de constitution !. Cette constitution qu'il souhaite , il l'avait déjà énoncé à Bayeux en 1946, il va donc charger Michel Debré de la rédiger alors qu'il résout la crise de mai 1958 en Algérie en tant que président du conseil .

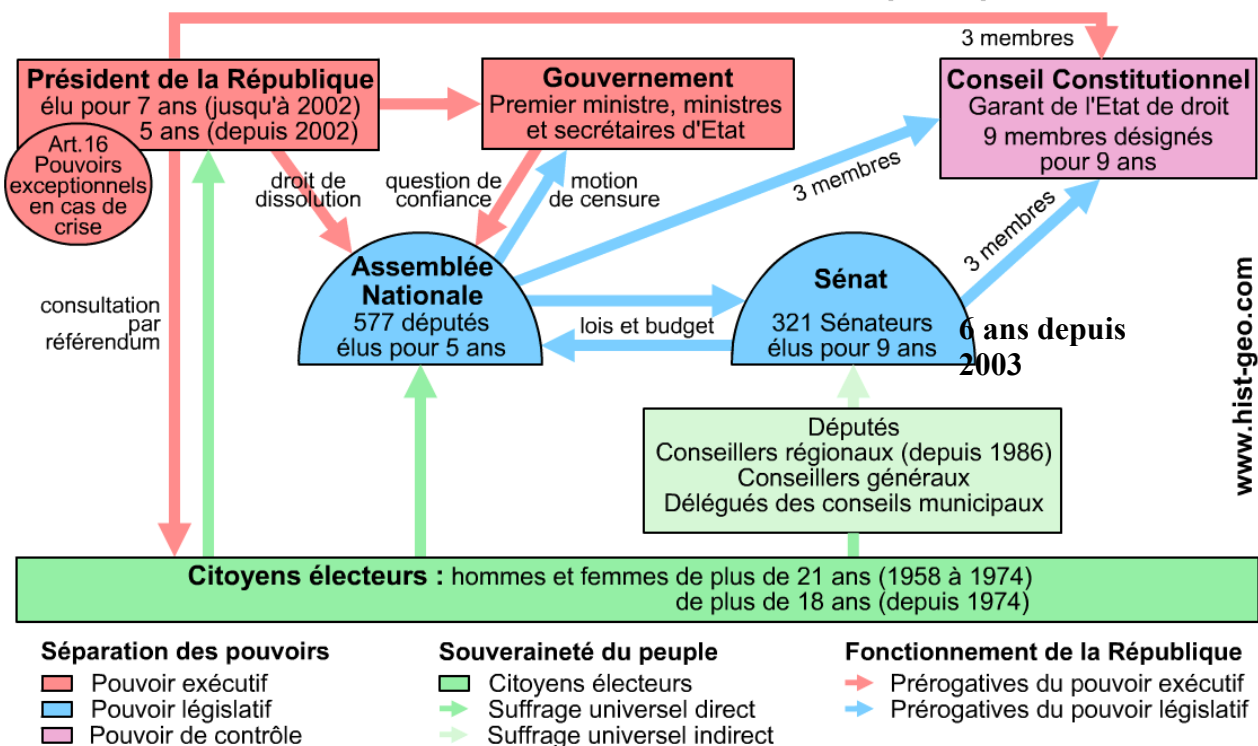
La nouvelle constitution est adoptée par référendum

Cette constitution voulu par un homme dans des circonstances exceptionnelles fut adaptable et perdure en dépit de nombreuse critique

Quelle a été l'évolution politique sous la V^e République ?

I. La constitution de la V^e République

Schéma de la Constitution de la V^{ème} République



A) Un régime donnant la primauté au président

→ Les pouvoirs du président

- x Le président de la République est élu au départ au suffrage universel indirect , puis suite à la réforme constitutionnel de 1962 , les français se sont prononcé par référendum à son élection au suffrage universel direct .la durée du mandat a été modifié en 2000 puisqu'il est passé de 7 à cinq ans (septennat/quinquennat) C'est lui qui promulgue les

lois après le vote de l'assemblée nationale et du sénat .Il est le chef des armées , nomme le gouvernement en fonction du parti majoritaire à l'assemblée.II peut dissoudre l'assemblée et consulter les citoyens par référendum .il peut aussi consulter le conseil constitutionnel pour valider un texte de loi , modifier la constitution ...

→ Les pouvoirs du gouvernement

- x Le premier ministre est nommé par le président , charge à lui de nommer les ministres et les secrétaires d'état en accord avec le président Il met en œuvre la politique du président (sauf en cas de cohabitation) .Il propose des lois soit directement soit par l'intermédiaire de ses ministres .Lui et ses ministres répondent aux questions des parlementaires tout les mercredis après-midi , alors que le matin a lieu le conseil des ministres en compagnie du président .L'assemblée nationale contrôle le gouvernement et peut bloquer son action en refusant de voter ses lois

→ Les pouvoirs du parlement

- x Le parlement est composé de l'assemblée nationale et du sénat
- x Les députés sont élus au SUD pour 5 ans , ils votent les lois et le budget , ils peuvent aussi faire des propositions de lois .Les sénateurs sont élus pour 6 ans depuis 2003 au suffrage universel indirect , ils votent les lois .
- x Les parlementaires ont un pouvoir législatif , ils peuvent saisir le conseil constitutionnel .Ils sont le lien entre les citoyens et le pouvoir exécutif .En plus des sessions parlementaires pour discuter et voter les lois , ils travaillent au sein de commissions sur des thématiques précises soit à la demande du gouvernement soit de leur initiative propre .

→ Le conseil constitutionnel

- x Il est constitué de 9 membres : 3 nommés par le président de la République , 3 par le président de l'Assemblée et 3 par le président du sénat .les anciens président de la République en sont membres à vie
- x Il a un rôle consultatif , mais il peut refuser une loi qui ne serait pas conforme à la constitution .

→ Voici 3 définitions , choisissez celle qui correspond le mieux à la constitution de la V°République ?Justifiez

- x Régime parlementaire : Régime dans lequel le parlement contrôle le gouvernement et peut le renverser .
- x Régime présidentiel : Régime fondé sur la séparation stricte des pouvoirs , sans responsabilité gouvernementale et sans droit de dissolution du Parlement
- x Régime semi-présidentiel : Régime dans lequel les responsabilités sont partagé entre le chef de l'Etat , qui peut dissoudre l'Assemblée et le premier ministre dont le gouvernement est responsable devant le Parlement

B) Une constitution qui change au fil des temps

→ En **1962 le président est élu au suffrage universel direct**

De Gaulle échappe le 22 aout 1962 à un attentat de l'OAS , profitant de l'émotion et souhaitant renforcer les pouvoirs du président , il propose un référendum sur l'élection du président de la République du SUD .Le 5 octobre les députés votent une motion de censure et renversent le gouvernement .De Gaulle réplique par la dissolution de l'Assemblée Le referendum est un large succès gaulliste .

- x Pourquoi selon-vous les députés étaient opposés à l'élection du président au SUD ?
L'élection du président au Suffrage universel direct faisait craindre un trop grand pouvoir au président de la part des parlementaires D'autant plus que l'article 16 donne au président la possibilité de prendre les pleins pouvoirs en cas de crise (utilisé une fois en 1961 à cause du putsch en Algérie).Pour De Gaulle c'était la condition siné qua non d'une indépendance du chef de l'Etat vis à vis des partis politique (fonction d'arbitre)
- x Pourquoi selon-vous De Gaulle souhaitait-il placer le « président au dessus des partis » ? De Gaulle souhaitait être le présiden des français et non le président des parlementaires

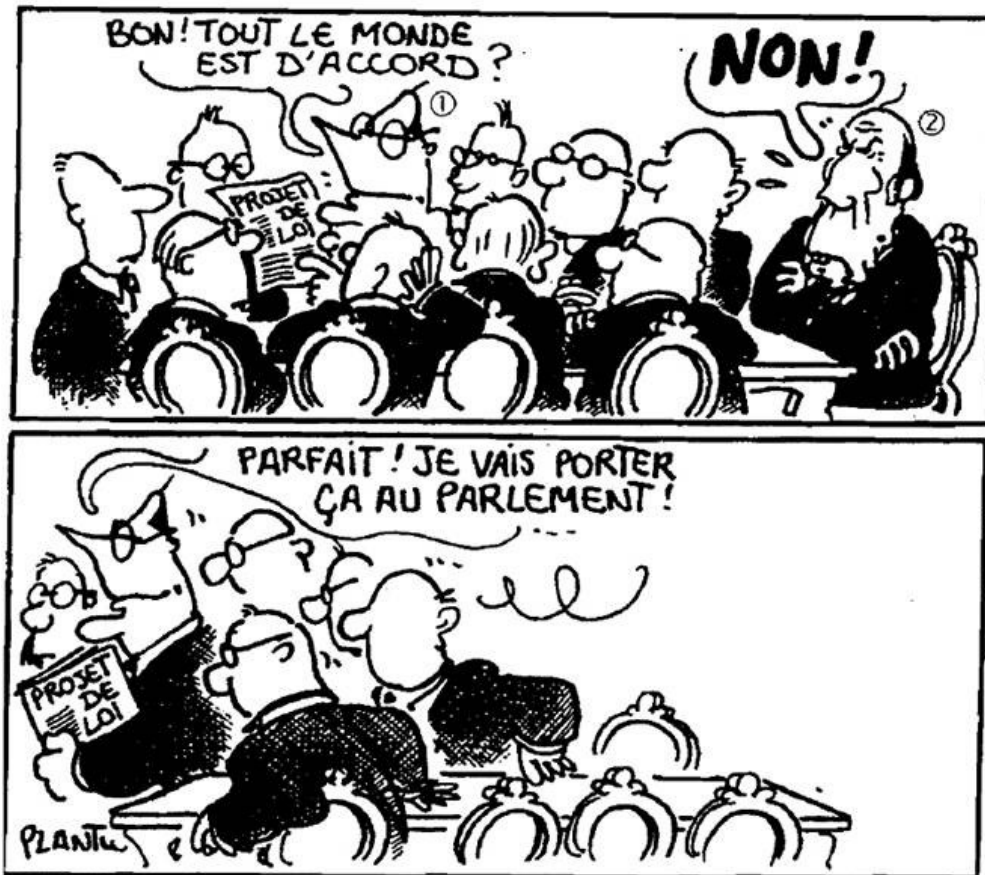
→ En **2000, le septennat devient un quinquennat** et les sénateurs sont désormais élus pour 6 ans au lieu de 9

→ En **2000 est voté une loi sur la parité** entre les hommes et les femmes en politique

→ **2008 , les pouvoirs du Parlement sont revalorisés** ; les assemblées sont libres de fixer la moitié de leur ordre du jour et l'article 16 de la constitution est limité., le mandat du président est réduit à deux mandats consécutifs et il peut désormais s'adresser directement aux chambres

- Pour réviser la constitution il existe deux possibilités soit
 - x le referendum
 - x vote des parlementaires (députés et sénateurs) réunis en Congrès à Versailles

C) la cohabitation



① Jacques Chirac

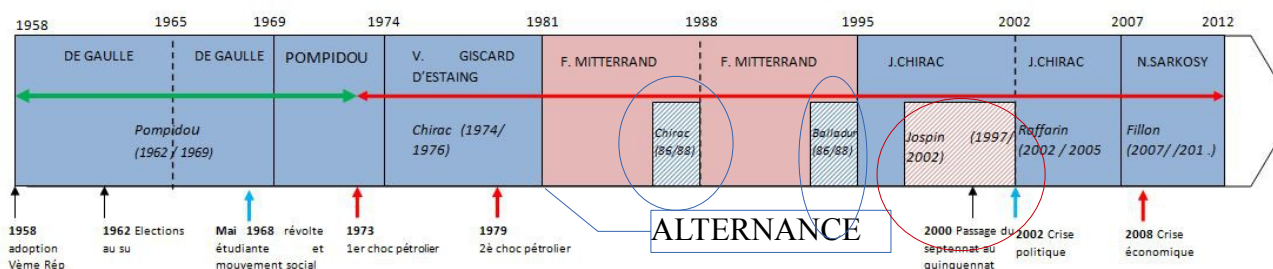
② François Mitterrand

Diagramme sur le diaporama ou doc 5 p 111

- x Qu'est-ce que des élections législatives ? les élections législatives ont pour objectif d'élire les députés
- x Quel est le résultats des élections de mars 1986 ? en mars 1986 le président F Mitterrand est de gauche (socialiste) mais la majorité à l'assemblée est de droite ,
- x Le président va donc choisir J Chirac , chef du parti majoritaire à l'assemblée , mais ce dernier est de droite , en conséquence la répartition des pouvoirs se fera ainsi la politique extérieur pour le président et la politique intérieur pour le 1^{er} ministre . Le problème se posera à l'échelle européenne , les deux parleront ensemble d'une seule voix
- x A l'aide de la frise ci-dessous indiquez si il y eu d'autres cohabitations ?

II. La vie politique sous la V^e République

La V^e République : un régime rythmé par les élections présidentielles



A) Les partis politiques

Union pour un mouvement populaire (UMP) - 205 000 adhérents

L'UMP a pour ambition depuis le début des années 2000 de rassembler les tendances gaullistes, centristes, libérales et conservatrices au sein d'une même famille. Selon son président, Jean-François Copé, l'UMP dénombrait 205 000 adhérents, à jour de cotisation, en août 2013. L'UMP compte aussi de nombreux élus : 199 députés, 131 sénateurs, 25 députés européens, 27 présidents de conseils généraux et 3 présidents de conseils régionaux.

Le Parti socialiste - 173 486 adhérents

Le Parti socialiste prend la suite de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), fondée en 1905 sous l'impulsion de Jean Jaurès et rebaptisée Nouveau Parti socialiste puis Parti socialiste en 1969. En octobre 2012, le parti revendiquait 173 486 adhérents. Si ce nombre d'adhérents est inférieur à celui de l'UMP, le PS peut se flatter de compter un nombre bien plus important d'élus : 274 députés, 128 sénateurs, 13 députés européens, 54 présidents de conseils généraux et 20 présidents de conseils régionaux.

Le Parti communiste - 138 000 adhérents

Le Parti communiste, fondé en décembre 1920, était le plus important parti français dans la période de l'après-guerre. De 1934 à 1939, on estime à un million le nombre de ses membres qui ont été exécutés ou déportés. Son influence et son assise électorale se sont cependant peu à peu estompées au profit du Parti socialiste, lors des élections législatives françaises de 1978 puis lors de l'élection présidentielle française de 1981. Le PCF a récemment réagi en s'engageant dans une alliance électorale au sein du Front de Gauche. Le PCF revendiquait, début 2012, 138 000 adhérents dont au moins 70 000 à jour de cotisation. Ce nombre important d'adhérents a permis au PCF de conserver un certain nombre d'élus : sept députés, vingt sénateurs, deux députés européens, deux présidents de conseils généraux et un président de conseil régional.

Front national - 65 000 adhérents

Le Front national, parti politique classé à l'extrême droite, fondé en 1972 et présidé par Marine Le Pen depuis janvier 2011, connaît depuis plusieurs mois un regain de popularité qui se traduirait, selon les cadres du parti, par une augmentation des adhésions. « *A l'issue du scrutin interne pour élire son nouveau président en 2011, le parti comptait 22 403 adhérents* », écrit Emmanuel Nkunuzwami, dans *La montée de l'extrême droite en France* (L'Harmattan – 2012). « *Cependant, au début de 2012, le Front national revendique plus de 50 000 adhérents à jour de cotisation, mais reste secret pour permettre toutes les vérifications sur ces chiffres* ». En revanche, les modes de scrutins des élections législatives et locales ne favorisent pas l'élection de membres du FN. Le parti ne compte que deux élus à l'Assemblée et trois élus au Parlement européen.

Union des démocrates et indépendants - 50 000 adhérents

L'UDI, parti politique de centre-droit, fondé par Jean-Louis Borloo en septembre 2012, est composée de différents partis qui conservent leur existence : Alliance centriste, présidée par Jean Arthuis ; Force européenne démocrate, présidée par Jean-Christophe Lagarde ; France écologie, présidée par Isabelle Jaono ; La Gauche moderne, présidée par Jean-Marie Bockel ; Nouvelle écologie démocrate, présidée par Éric Delhaye ; Nouveau Centre, présidé par Hervé Morin ; Parti libéral-démocrate, présidé par Aurélien Véron ; Parti radical, présidé par Jean-Louis Borloo ; Territoires en mouvement, présidé par Jean-Christophe Fromantin. Un an après sa création, Yves Jégo, le délégué général de l'UDI, revendiquait 50 000 adhérents. L'UDI possède aussi un nombre conséquent d'élus : 30 députés, 31 sénateurs, six députés européens et onze présidents de conseils généraux.

Mouvement démocrate - 35 000 adhérents

Le MoDem, parti politique français du centre, créé par François Bayrou (alors président de l'UDF) à la suite de l'élection présidentielle de 2007, revendiquait, fin 2011, 35 000 adhérents. Le parti aurait perdu la moitié de ses adhérents entre 2007 et 2012. Le Mouvement démocrate est aussi pauvre en élus : deux députés, quatre sénateurs et cinq députés européens. L'alliance du parti avec l'UDI, au sein de « L'Alternative », pour les prochaines échéances électorales, devrait permettre au parti de François Bayrou d'en obtenir d'avantage.

Debout la République - 13 000 adhérents

Debout la République, parti politique français souverainiste, fondé en 2007 par Nicolas Dupont-Aignan, revendique 13 000 adhérents en 2013. « *Grâce à l'arrivée de nombreux nouveaux adhérents depuis huit mois, DLR vient de passer le cap des 13 000 adhérents* », déclarait, dans un communiqué le Conseil national de Debout la République, en février 2013. Debout la République n'a qu'un seul député : Nicolas Dupont-Aignan.

Parti de gauche - 12 000 adhérents

Le Parti de gauche est un parti politique classé à gauche, fondé le 1er février 2009 par les parlementaires Jean-Luc Mélenchon et Marc Dolez. Le PG est coprésidé depuis le congrès du Mans par Jean-Luc Mélenchon et Martine Billard. En juillet 2012, le Parti de gauche revendiquait plus de 12 000 adhérents. Le Parti de gauche n'a pas d'élus nationaux, il n'est représenté qu'au Parlement européen par Jean-Luc Mélenchon.

Europe Écologie-Les Verts - 10 000 adhérents

Europe Écologie-Les Verts est la nouvelle dénomination du parti Les Verts depuis le 13 novembre 2010, à la suite d'un changement de statuts permettant de rassembler les militants venus dans le cadre des listes Europe Écologie aux élections européennes de 2009 et régionales de 2010. En août dernier, le parti assurait avoir « *passé les 10 000 adhérents* ». *Cependant, grâce aux alliances qu'il a su nouer, avec les socialistes notamment, EELV jouit d'un nombre important d'élus : 15 députés, 12 sénateurs et 16 députés européens.*

- *Surlignez les nombres de députés, sénateurs et députés européens et les grands leaders des partis*

B) une bipolarisation de la vie politique

La droite et la gauche expliquées à ma fille

Le Monde.fr | 20.03.2012 à 09h31 | Par Patrick Moynot, maître de conférences à Sciences Po Paris

les programmes prétendent tous [améliorer](#) la vie des gens. Il n'y a pas la méchante droite d'un côté, et la gentille gauche de l'autre, ou inversement. Les extrêmes n'y échappent pas, qui proposent toutefois des méthodes un peu plus radicales pour y [parvenir](#).

Pour le [dire](#) en quelques mots et [proposer](#) à nos adolescents une formule qui résume bien le débat : la droite pense que pour que la société aille mieux, il faut que les individus aillent mieux. La gauche pense à l'inverse que pour que les individus aillent mieux, il faut que la société aille mieux.

La droite part de l'individu et considère qu'une société harmonieuse est le fruit, ou la somme, de la réussite ou du bien-être individuel. La gauche fait le chemin inverse, en considérant qu'il ne peut y [avoir](#) de [bien-être](#) individuel qu'au sein d'une société harmonieuse.

Détaillons un peu.

Pour la droite, l'initiative individuelle est le moteur de la société. C'est elle qu'il faut [favoriser](#), à qui il faut [donner](#) les moyens de son épanouissement. Le désir de [réussir](#), l'envie de s'[enrichir](#), la volonté de s'[élever](#) socialement : voilà des motivations que la droite reconnaît comme les principaux moteurs de l'action.

la volonté de [réussir](#) provoque le besoin de s'[instruire](#), de [créer](#) des [entreprises](#), d'[innover](#), ce qui au final crée de la croissance, des emplois et plus généralement de la richesse. Celle-ci peut alors [être](#) plus ou moins redistribuée par l'Etat, au travers de dispositifs comme la sécurité sociale, l'assurance chômage, l'enseignement, ou les infrastructures collectives.

La limite de ce raisonnement, c'est que ça ne marche pas aussi bien que prévu. La gauche pointe précisément cette faiblesse : depuis 20 ans en particulier, la richesse créée par la croissance n'a profité qu'à une très petite minorité, ce qui a conduit à une explosion des inégalités entre les classes aisées et les classes modestes. Elle réclame en conséquence davantage de régulation : en clair, que l'on cesse de se [reposer](#) sur l'initiative individuelle en pensant que les problèmes collectifs se résoudreont d'eux-mêmes grâce à la main invisible.

La gauche propose en effet d'[inverser](#) la perspective. Elle constate que tout le monde ne part pas dans la vie avec les mêmes armes et que le mécanisme de la main invisible ne peut [fonctionner](#) que si chacun démarre avec le même bagage, dans le même [contexte](#).

Elle propose de [commencer](#) par [travailler](#) ce contexte, afin que chacun dispose d'un capital de départ financier, culturel, symbolique, à peu près équivalent. C'est la raison pour laquelle les questions d'éducation, de protection sociale, d'infrastructure, de [logement](#) etc. sont si présentes dans son discours, là où la droite parle plus volontiers d'[aider](#) les entreprises et les entrepreneurs, ou met en avant "*la France qui se lève tôt*".

Ce faisant, elle prend le risque de l'angélisme, qui consiste à ne pas [reconnaître](#) la réalité des comportements individuels en pariant sur une humanité vertueuse.

C'est la limite que pointe la droite : l'expérience montre que les réussites, qu'elles soient individuelles ou collectives, n'ont que peu à [voir](#) avec les bons sentiments. De surcroît, dans un contexte mondialisé et encore très déséquilibré entre les riches démocraties du Nord et les nombreux pays du Sud qui aspirent eux aussi à la prospérité sans [avoir](#) le même niveau d'exigence sociale, c'est [prendre](#) un risque important.

Chacune des visions porte naturellement une part de vérité et une part d'exagération. Aucune n'est suffisante et nos adolescents doivent en [être](#) conscients. Que cela ne les empêche pas de [pencher](#) d'un côté ou de l'autre. L'important, c'est de [comprendre](#) les termes du débat, et d'y [participer](#).

C) la montée des extrêmes

Lors des élections présidentielles de 2002 Jean Marie Le Pen, leader du front National, principal parti d'extrême droite, élimine Lionel Jospin (PS) au 1^{er} tour. Le deuxième tour a donc lieu entre Chirac et Le Pen. Un « sursaut républicain » permet à Jacques Chirac d'être réélu avec 82 % des voix les partis d'extrême gauche (Front de gauche, NPA) ou d'extrême droite attire de plus en plus de citoyens déçus de la politique dans un contexte de crise économique et sociale qui se prolonge. Les citoyens ayant l'impression que les politiques mené par le PS ou L'UMP

sont les mêmes , ou en tout n'apporte pas de solution .

III. Les citoyens et la V^e République

A) une citoyenneté en crise ?

L'abstention semble traduire un désintéressement ou une certaine passivité des citoyens vis à vis de la vie politique .mais elle peut aussi être interprétée comme l'expression d'un refus de choisir , ou encore d'une hostilité /méfiance envers les hommes politiques .cependant , l'abstention peut aboutir à un affaiblissement de la légitimité du pouvoir politique .

Au prochaine élections le vote blanc sera comptabilisé , nous pourrons donc dissocier ceux qui se sont déplacé pour voter et ceux qui sont resté chez eux (abstention) les abstentionnistes peuvent aussi être des citoyens actifs en participant à la vie collective par le biais des associations .

B) Un manque de représentativité ?

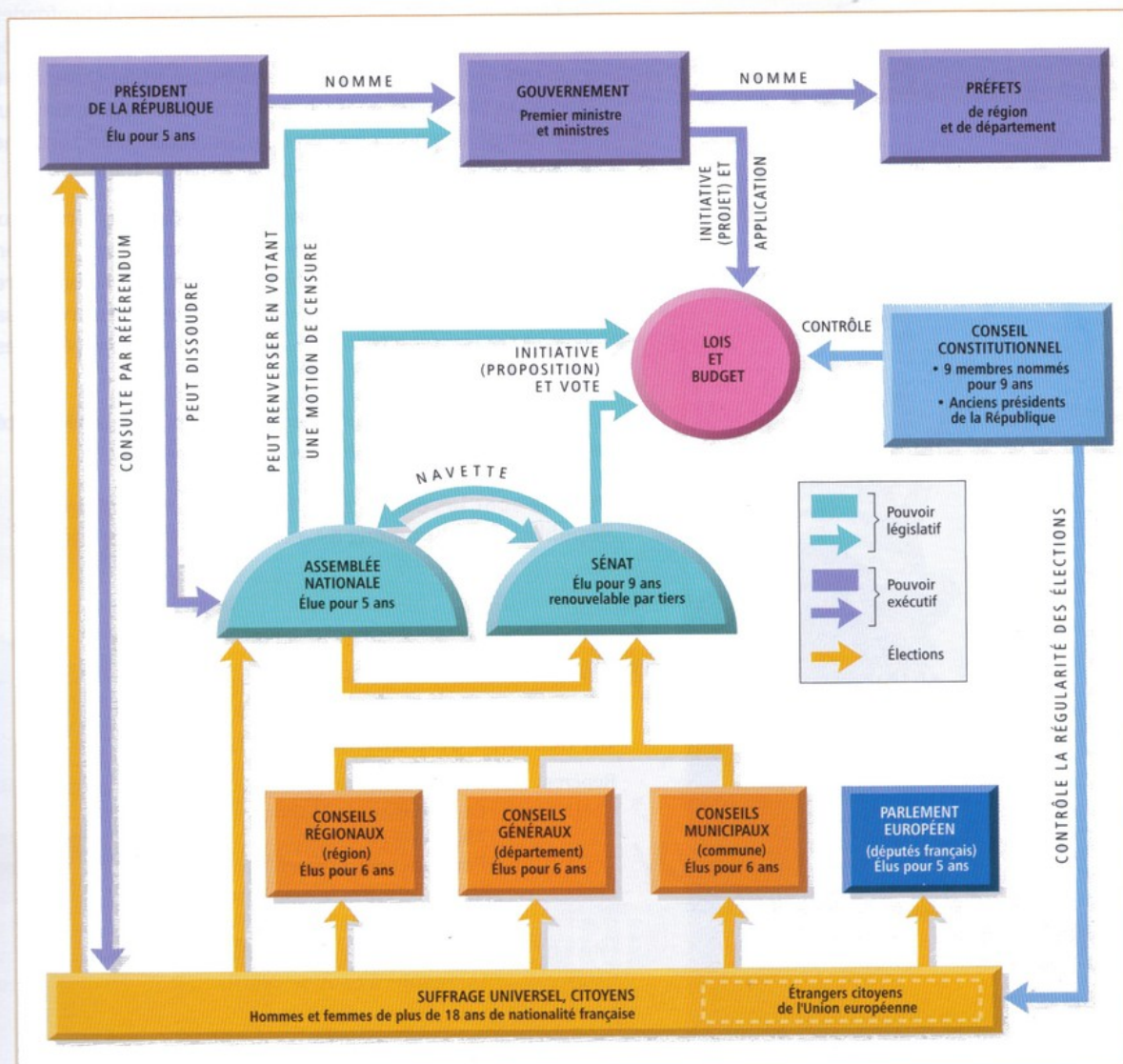
Votée en 2000 , la loi sur la parité homme/femme vise à améliorer l'accès des femmes aux mandats électoraux et aux fonctions électives .Se pose aussi régulièrement la question du scrutin proportionnel .

Le droit de vote des étrangers est aussi une question régulièrement posée .Depuis 1993 , le traité de Maastricht permet le droit de vote des ressortissant de l'UE aux élections locales

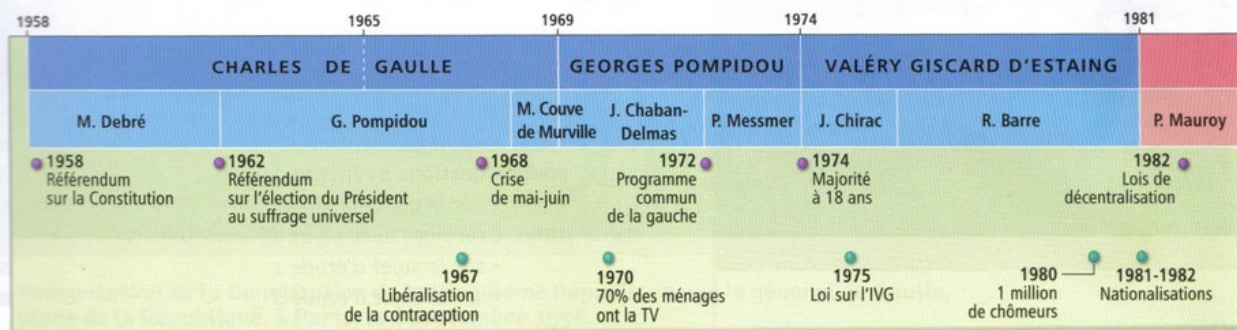
C) Rapprocher le citoyen de la démocratie

Votée en **2002**, la **loi relative à la démocratie de proximité** prévoit la création de conseil de quartier dans les communes de plus de 2000 habitants La révision constitutionnelles de 2003 rend possible l'organisation de référendum local décisionnel , un droit de pétition des citoyens est également prévu , il peuvent demander l'inscription à l'ordre du jour d'une assemblée locale

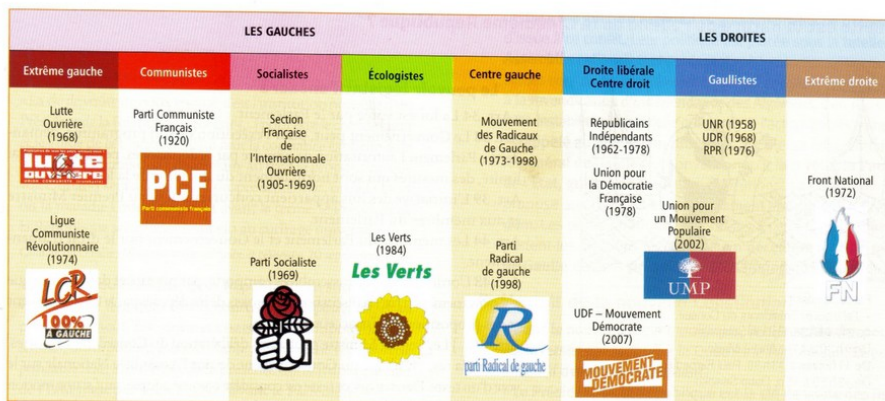
<https://www.youtube.com/watch?v=uOd-c8Z9RPQ>



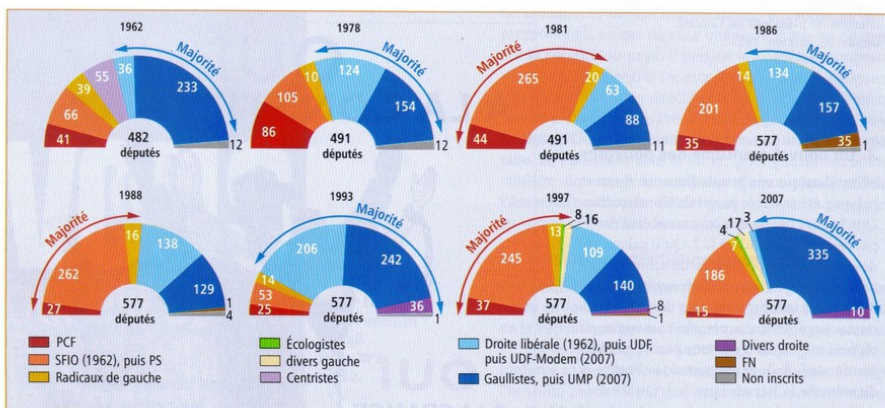
1. Le fonctionnement des institutions de la Cinquième République aujourd'hui.



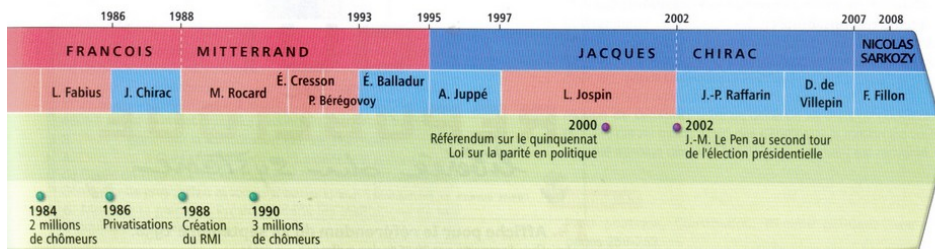
ÉVOLUTION POLITIQUES



2. Les forces politiques.



3. Composition de l'Assemblée nationale après différentes élections législatives.



SUJET d'ETUDE : LES FEMMES DANS LA SOCIETE FRANCAISE

Dans la seconde moitié du XX^es , le statut et la place des femmes dans la société française ont connu de profonds bouleversements .Après avoir obtenu le droit de vote en 1944 au terme d'un long combat , les femmes françaises ont poursuivi leur lutte pour l'égalité politique , économique , sociale et culturelle .

Comment les femmes se sont -elles émancipées depuis les débuts de la V^eRépublique ?

1. Les femmes des années 50 -60 , lors des Trentes Glorieuses

La femme des années 50 a le droit de vote depuis 1944 , cependant elle reste une MINEURE JURIDIQUE , le code civil des années 50 donne au chef de famille , l'homme , le choix du lieu de résidence , l'accès au compte bancaire , l'accès au bien de sa femme et elle doit lui demander son autorisation pour travailler .En somme , la femme mariée passe de l'autorité de son père à celle de son mari .De plus , faute de contraception les familles sont nombreuses et les femmes souvent obligés d'être mère au foyer .Cependant , les femmes entrent de plus en plus dans la vie active en tant que salariées et surtout font des études

2. Les années 70/80 , l'émancipation

les années 70 sont des années de lutte pour les femmes .
VIDEO INA:Journal TV ORTF novembre 1971

Cette manifestation est un des premiers grands défilés organisé à l'appel du **MLF**. Il regroupe environ 2000 femmes, et suit l'itinéraire classique des cortèges parisiens, de la République à la Nation. Les mots d'ordre sont : contraception libre et gratuite et liberté de l'avortement. Portées par l'enthousiasme du moment, quelques manifestantes pénètrent dans l'église Saint-Ambroise, où est célébré un mariage, et scandent "*Mariage : piège à cons !*".

Le MLF est un mouvement informel constitué au lendemain de mai 68, et qui rassemble des femmes souvent jeunes, progressistes et diplômées, dont la plupart ont fait l'expérience, dans les débats estudiantins et au sein des groupes gauchistes, de la difficulté à se faire entendre par les hommes. Le mouvement des femmes revendique notamment le **droit pour les femmes à disposer librement de leur corps, dans une société où l'avortement est interdit**, où la contraception est autorisée mais à laquelle toutes les femmes, selon leur milieu social, n'ont pas encore accès.

VIDEO rétrospective sur les combats pour la contraception

Au début du XIXe siècle, le prêtre anglican Malthus constate que la courbe des naissances dépasse la courbe des nourritures disponibles. Il est le premier à prôner le recours au *Birth Control* (contrôle des naissances), qui commence alors à se développer dans les pays anglo-saxons, contrairement à la France, où le besoin d'encourager la natalité fait adopter la **loi de 1920, qui interdit toute propagande anticonceptionnelle**. Plus encore, dans la France réactionnaire de Vichy, une **femme est guillotinée en 1943** pour avoir pratiqué des avortements. Après la guerre, le *Birth Control* se développe en France : en **1956, l'association Maternité heureuse** (ancêtre du Planning familial) est créée ; elle milite pour donner accès à la contraception aux femmes et pour l'abolition de la loi de 1920. Ce droit entre dans la **loi en 1967** : le député **Lucien Neuwirth fait autoriser l'utilisation des moyens contraceptifs**.

Au début des années 1970, le combat pour "l'émancipation sexuelle" des femmes occupe le devant de la scène publique. Après le droit à la contraception, c'est le droit à l'avortement qui est au cœur du combat. Le 5 avril 1971, le *Nouvel Observateur* fait paraître une pétition, le "**Manifeste des 343**", où 343 femmes déclarent avoir subi un avortement, s'exposant ainsi à des poursuites pénales pouvant aller jusqu'à l'emprisonnement. En **1972, le Procès de Bobigny, où une jeune fille est jugée pour avoir avorté clandestinement à la suite d'un viol, donne lieu à des manifestations de soutien**

Enfin, à la suite de débats houleux, **l'avortement est légalisé par l'Assemblée nationale le 20 décembre 1975 grâce au combata de Simone Veil alors ministre de la santé** pour une période probatoire de cinq ans, terme au bout duquel il sera définitivement autorisé, en 1979. L'étape suivante est franchie **en 1982 : la loi Roudy** permet le remboursement de **l'IVG par la Sécurité Sociale**, mettant ainsi en théorie toutes les femmes à égalité devant l'avortement.

3. les femmes d'aujourd'hui , enfin égale des hommes ?

La loi de 2000 sur la parité contraint les partis politiques à présenter un nombre égal de femmes et d'hommes aux élections , cependant que constatez-vous sur le graphique ?

La première femme nommée 1^{er} ministre est Edith Cresson , depuis ..des hommes.En 2007 , une femme est candidate à l'élection présidentielle : Ségolène Royal .

Les combats restent d'actualité , pour une égalité salariale , puisque l'écart moyen en 2011 est de 27 %.mais aussi pour un accès aux postes à responsabilités

Contre les violences faites aux femmes : en 2011 122 femmes sont mortes suite aux violences conjugales